

## EDWARD DJEREJIAN

Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie

Non, mais ils ont d'importants moyens en termes de missiles anti-aériens et missiles antibalistiques. Ils ont également des capacités et des missiles aériens ainsi que des armes chimiques et biologiques. Ce ne sera pas une opération facile. L'autre problème qu'il faut évoquer est que beaucoup de gens parlent d'une intervention humanitaire en Syrie, pour toutes les bonnes causes, le long de la frontière turque avec des zones d'abri et des couloirs humanitaires. Mais nous ne devons pas nous faire d'illusions. Tout effort humanitaire doit avoir une composante militaire. C'est alors qu'on entre dans le brouillard d'une intervention militaire en Syrie.

Ensuite, comme l'a dit un jour mon grand ami le général Colin Powell au Président George W. Bush à propos de l'Irak, si vous le cassez, vous le payez. Une fois que nous entrons dans le conflit militaire, alors nous et la coalition sommes responsables du problème. Nous devons nous occuper d'installer le régime qui suivra, quel qu'il soit. Pour répondre à votre question initiale, combien de temps, je pense que c'est très important. Tout d'abord, personne ne peut le dire. Ce régime a fait la preuve de sa résistance. Quand j'étais ambassadeur en Syrie sous le gouvernement du père, Hafez el-Assad, qui a construit ce régime pour en faire un régime puissant, politique, avec des services secrets militaires, Alaouites et fondé sur l'élite, il a prouvé sa capacité à surmonter une importante crise. Cependant, ceci étant dit, je suis convaincu que nous sommes maintenant dans une ère post-Assad. Quand partira-t-il ? Je ne saurais le dire, mais nous sommes dans l'ère post-Assad.

Les événements récents les plus significatifs sont les incursions et combats des rebelles à Alep et à Damas. C'est le début de la fin. Le régime a pu maintenir une position souveraine dans le pays tant que les combats se déroulaient à Homs, Hama, Lattaquié et ailleurs. Mais une fois Alep et Damas impliquées, on sait qu'on est dans un scénario de fin de régime. A partir de là, ce qui est critique, c'est ce qui vient après. Si vous retracez les débuts du printemps Arabe en Syrie, vous trouverez cette citation célèbre de Bachar el-Assad « La Syrie est à l'abri du printemps Arabe car nous sommes avec le peuple. Nous sommes avec le monde arabe. » Cette déclaration n'a pas de sens. Cependant, si vous regardez ce qui s'est passé à Deraa, là où tout a commencé, une petite ville poussiéreuse du sud de la Syrie, les manifestants étaient en majorité des étudiants. Vers quels bâtiments se sont-ils dirigés dans la ville pour écrire des tags anti-régime ? Le ministère de l'Intérieur était un choix tout à fait compréhensible, c'était un symbole de la répression. Cependant, l'autre bâtiment a été Syriatel, les télécommunications syriennes, parce qu'ils savaient que les beaux-parents de Bachar el-Assad, la famille Makhlof, possédaient le monopole de l'industrie des portables, du duty-free et de l'énergie industrielle. La Syrie est une kleptocratie. Ce n'est pas une oligarchie, c'est une kleptocratie. Ces jeunes gens le savaient et symbolisaient toute l'énergie du printemps Arabe. Si vous remontez aux origines du printemps Arabe en Tunisie, il y avait une bannière que j'ai vue sur Youtube et qui est restée gravée dans mon esprit « kefayah », « assez ». Assez de répression politique, d'absence de participation politique, de mauvaise éducation, de chômage, etc. Les populations en avaient plus qu'assez de ces problèmes en Syrie et c'est toujours le cas. Tout a commencé par une manifestation pacifique. Tout le monde croyait en Bachar el-Assad, ce jeune dirigeant arabe qui a étudié l'ophtalmologie à Londres. Je l'appelle l'ophtalmologiste sans vision. Il a complètement échoué à comprendre les forces du changement dans le monde Arabe.

Je l'ai rencontré en 2003 à Damas. Bien sûr, je n'étais pas au Gouvernement à l'époque. Je lui ai demandé : « Monsieur le Président, vous vous êtes présenté comme un jeune politicien réformateur et cependant nous ne voyons aucune réforme se mettre en place. » Ce qu'il m'a répondu m'est resté en mémoire. Je m'en suis encore souvenu en 2011 quand le printemps Arabe est arrivé en Syrie. Il a dit : « Monsieur l'Ambassadeur, vous devez comprendre que le peuple doit être prêt pour les réformes, et il ne l'est pas. » Il a ajouté « Par conséquent, je vais mettre en place des réformes institutionnelles. » C'était en 2003. Huit ans plus tard, quand j'ai entendu le même refrain sortir de la bouche des porte-paroles officiels Syriens, j'ai pensé « Il n'a rien compris. Il n'est pas sérieux quant à sa volonté de réforme. Il ne sera pas un autre Mohammed IV qui lui au moins, a devancé avec succès au Maroc le mouvement réformateur. »



Si vous vous rappelez, la communauté internationale a accordé plusieurs mois de délai à Bachar el-Assad. Ensuite elle a compris que cela allait mal finir quand il a commencé à réprimer militairement son propre peuple.

Dans la situation actuelle, le régime s'affaiblit de mois en mois. L'opposition est encore trop incohérente et pas assez unifiée. J'ai récemment rencontré des gens à Istanbul, j'ai rencontré 15 personnes et entendu 10 opinions différentes. Il y a eu un effort récent à Doha, comme vous le savez, pour les rassembler. Il y a un mouvement vers une plus grande cohérence, mais la véritable opposition en Syrie, ce sont les comités de coordination locaux, pas tant les exilés, si vous voyez ce que je veux dire. Ce sont les gens sur le terrain. Un des problèmes est l'absence de dirigeants bien définis avec qui traiter. Par conséquent, quand on se demande pourquoi la communauté internationale n'est pas plus active, vient la question d'avec qui traiter et à qui envoyer de l'assistance.

Aux Etats-Unis, nous autres les Américains, nous ne prêtons pas vraiment intérêt à l'histoire car nous sommes un pays très jeune, mais il y a une leçon qui est restée dans la conscience américaine, l'Afghanistan. Nous avons soutenu les Moudjahidines contre l'Union Soviétique en Afghanistan. Nous avons réussi à faire partir l'Union Soviétique d'Afghanistan. Puis, nous, les Etats-Unis, avons sous-traités notre implication en Afghanistan à l'Arabie Saoudite et au Pakistan, qui ont alors soutenu les madrasas et la création de l'Islam radical, qui a donné naissance à Al-Qaïda. De nombreuses années plus tard, Al-Qaïda nous a rendu visite de façon tragique lors du 11 septembre. Je mentionne tout cela car il est très important d'essayer de comprendre l'état d'esprit de Washington quant à la possibilité d'une intervention militaire. Mes collègues turcs m'ont dit qu'ils n'allaient pas agir seuls car ils ne veulent pas porter unilatéralement le poids d'une intervention militaire de l'autre côté de la frontière turco-syrienne. La France a adopté une position décisive en reconnaissant l'opposition comme le représentant légitime du peuple syrien. La position américaine est de reconnaître l'opposition syrienne comme représentant légitime des aspirations du peuple syrien. Nous sommes un pas derrière la France et l'Europe, c'est certain. La raison, c'est cette peur des conséquences inattendues. Si nous envoyons un soutien militaire, un soutien des services de renseignements et un soutien économique, tout cela va-t-il tomber dans de mauvaises mains ?

Je voudrais parler un instant de la position de la Chine et de la Russie car elle est très importante à comprendre. Ni la Chine ni la Russie ne veulent participer à une action du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui créerait un nouveau précédent pour une intervention du Conseil de Sécurité et de la communauté internationale dans les affaires internes d'un pays tiers. Ils y voient le risque que cela se retourne contre eux. Si Poutine veut lancer une répression en Tchétchénie, est-ce que cela va impliquer le Conseil de Sécurité ? Ou bien si la Chine lance une répression au Tibet ou dans la province du Xinjiang ? Ils ont une position de principe qui leur fait soutenir l'absence d'intervention de l'ONU en Syrie. Ils voient leur propre intérêt. Cependant, si on veut vraiment aller au fond du problème tel qu'il est dans l'esprit de Poutine, je me souviens d'une conversation que j'ai eue avec Henry Kissinger il y a environ un an. Il m'a dit que lors d'une de ses premières conversations avec Poutine, il lui a demandé « Monsieur Le Président, quel est votre plus gros défi ? » Kissinger pensait que Poutine allait parler du déploiement du système de missiles antibalistiques en Europe. Poutine a dit « La montée de l'islamisme radical dans le ventre mou méridional de la Fédération de Russie. » Voilà une autre raison. Les Russes pensent que nous, les Occidentaux, sommes très naïfs car nous affrontons un régime laïque et par là-même nous permettons aux Islamistes d'accéder au pouvoir.

### **Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Poutine était à Istanbul et il a eu un briefing très restreint avec quelques journalistes dont moi-même. La même question est revenue. Il a répondu « Nous sommes contre une intervention en Syrie car nous ne voulons pas que les Américains soient présents partout. Dès qu'ils n'aiment pas un dirigeant, ils veulent le remplacer. Nous ne voulons pas de ça. » Cependant, il a laissé entendre que la fin d'Assad était venue. Mais il ne sait pas qui pourrait le remplacer. Je pense que notre Premier Ministre, à cause de sa nature, a été trop loin, trop vite. Il pensait qu'avec quelques décorations, Assad allait tomber. Vraiment, il a investi dans Assad. Il a investi. Le Cabinet au complet est allé à Damas. Nous avons des accords. Il avait cette idée de faire une sorte de coalition entre la Syrie et la Turquie. Il essayait de sortir la Syrie de la sphère d'influence iranienne. Cela n'a pas marché. Il nous a dit plusieurs fois ce qu'il a dit à Assad, « Fais quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. Tu vas te brûler les ailes. » Malheureusement, il a pris tout cela très personnellement. Il s'est plaint qu'Assad ne l'avait pas écouté. En Turquie, nous voyons le Moyen-Orient comme un marécage, nous ne voulons pas y entrer, en particulier l'armée. L'armée turque ne veut pas y aller. Pour le



moment, nous avons un gros problème. Nous nous interrogeons pour savoir si les Américains essaient de pousser les Turcs en disant « Allez-y, faites le sale boulot pour nous ».

**Edward Djerejian, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie**

Si on essaie de regarder vers l'avenir, je pense que maintenant qu'Obama est réélu, il est plus libre de prendre certaines décisions. Je pense, comme je l'ai mentionné, que la position de l'Europe et d'autres pays sur la Syrie, en particulier le Qatar et l'Arabie Saoudite, est bien plus avancée que celle des Américains. Le Qatar et l'Arabie Saoudite fournissent des armes aux rebelles, ainsi que d'autres moyens d'assistance. Cependant, je pense que la tendance actuelle est de dire que tant que Bachar el-Assad est au pouvoir et que les massacres continuent dans le pays, ils vont se ranger à la position internationale. Il va falloir que ce soit le résultat des délibérations entre Américains et Européens. Mais la tendance va vers une intervention plus marquée en Syrie. Je pense que c'est ce qui nous attend, à moins que les événements nous prennent de cours et que quelque chose se passe à Damas qui bouleverse la situation du jour au lendemain. Alors, les événements s'accéléreront.

Cependant, la question principale reste en suspens. Qui va prendre le contrôle et comment va évoluer la transition politique en Syrie ? Voilà ce à quoi nous devons réfléchir, car nous devons nous rappeler que la Syrie – et les Français connaissent très bien ce pays – est une société pluriconfessionnelle de Musulmans, Chrétiens, Kurdes, Druzes et Juifs. C'est un bon exemple de société pluriconfessionnelle qui doit être préservée. Par conséquent, comment préserver cette culture sans tomber dans le pire scénario, celui qui affecterait la région entière de façon vraiment grave ? Si la Syrie implose dans un conflit religieux, alors le Liban, la Turquie, l'Irak, la Jordanie et Israël seront tous touchés immédiatement. Je pense que le moment est venu pour les Européens et nos amis au Moyen-Orient de préparer une politique cohérente pour l'ère post-Assad. Comment pouvons-nous constituer une structure, une transition politique, qui pourra représenter la société pluriconfessionnelle de la Syrie.